

# Des deux côtés du miroir

**L**e statut d'étudiant a depuis longtemps perdu de sa superbe et l'Algérie doit être le seul pays au monde à fabriquer autant de diplômés sans se soucier de la qualité de leur formation ou de ce qu'elle en fera après.

Une partie de la future élite de notre pays ne se rencontre plus sur les bancs de l'université pour tenter de refaire le monde et n'occupe plus les amphithéâtres pour remettre en cause l'ordre établi d'où qu'il vienne mais pour s'imposer, si l'on en croit la tutelle, en tant que professionnelle de la contestation.

Non, les étudiants ne se retrouvent plus autour d'aucun débat d'idées. Ils n'ambitionnent même plus de confronter l'image de ce même monde à celle de leurs aspirations, de leurs rêves qui menacent de partir en fumée ou de leurs illusions qui n'existent plus.

Des illusions que l'on s'interdit d'avoir, aujourd'hui, à Ben Aknoun, Bab Ezzouar, Bouzaréah, Tizi-Ouzou ou ailleurs, pour ne pas passer, peut-être, aux yeux des copains de banc pour des ringards, des moutons ou des crétins.

La revendication estudiantine n'étant pas une invention purement algérienne, celle de chez nous aurait pu gagner en crédibilité si elle n'avait pas été, elle aussi, vidée de son sens et si elle n'avait pas été en grande partie que d'ordre matériel.

A l'université, il ne semble plus exister, si l'on en croit ceux chargés de leur encadrement, que des casseurs professionnels et autant de manipulateurs. Des trabendistes du diplôme, on veut bien le croire, qui n'auraient aucun intérêt à ce que les choses changent ou s'arrêtent en si bon chemin.

Un porte-parole d'étudiants affirmait, il y a quelques jours, que l'ignorance et la violence primaient sur le savoir. Il savait probablement de quoi il parlait. On nous raconte, par ailleurs, qu'un jour, lors d'une réunion, un ministre aurait avoué qu'il était plus facile de relever de son poste un ministre qu'un directeur de cité universitaire. Etrange, non ? Mais pourquoi et à qui la faute ?

D'où un tel responsable tient-il son pouvoir ? Le déficit en communication du ministère de l'Enseignement supérieur relayé par la violation des franchises universitaires par les forces de l'ordre pourrait largement justifier le malaise sans expliquer, pourtant, les dérapages systématiques ni les grandes envolées lyriques qui leur font écho et transforment, de fait, l'étudiant en victime pour les uns et l'institution qui l'encadre en ennemi à abattre pour les autres.

Si l'université était aussi invivable que le prétendent les étudiants qui la fréquentent, comment expliquer, alors, que certains d'entre eux y prolongent leur séjour avec autant d'insistance ? N'est-ce pas parce qu'ils y trouveraient leur compte quelque part ?

Dès qu'ils comprennent les avantages qu'ils pourraient en tirer, la question de savoir comment demeurer le plus longtemps étudiant devient, nous assure-t-on, l'unique préoccupation de certains jeunes pour qui côtoyer la vie active se révèle moins rentable que "grenouiller au sein de la communauté universitaire".

Chez beaucoup de jeunes, on se ferait même le pari de décrocher son diplôme sans le moindre effort et sans donc le moindre mérite, quitte à n'en rien faire après sachant qu'il ne vaudra pas un clou sur le marché du travail.

L'économie de marché a, en effet, depuis quelques années déjà, levé le voile sur l'incapacité de nos nouveaux diplômés à être opérationnels et mis à nu la médiocrité de l'enseignement qui leur est dispensé. Il devient, par conséquent, évident qu'une bonne partie de notre jeune élite n'a pas le niveau requis pour accéder à un emploi ni ici ni ailleurs.

Dans ce bras de fer qui oppose, régulièrement, les universités aux futurs cadres qu'elles sont censées former, l'apprentissage et le savoir sont, évidemment, relégués à l'arrière-plan, autant par les uns que par les autres.

Du coup, il peut s'avérer, parfois, intéressant d'aller de l'autre côté du miroir, histoire de voir comment les choses se passent

dans la réalité, le raconter quand cela mérite de l'être et dire, par exemple, que la corruption n'a pas non plus épargné l'université et que la mission première de certains, étudiants et encadreurs confondus, avait souvent cédé la place aux affaires, au clientélisme et au chantage en tous genres. Dire aussi que nos jeunes étudiants ne sont pas tous les inoffensifs petits agneaux que nous imaginons, qu'ils ne contestent pas vraiment pacifiquement et ne se font pas toujours injustement embarquer quand ils revendiquent leurs droits. Il suffirait pour ne pas atterrir dans un tribunal de ne pas tout saccager sur son passage pour faire aboutir des revendications qui restent lettre morte comme cela est devenu la coutume. Au ministère, on nous raconte que des chefs d'établissement, de résidences universitaires et des recteurs subissaient jusqu'à il y a quelques mois le diktat de représentants de certaines organisations estudiantines. La tutelle y a mis le holà, nous assure-on.

Les responsabilités seraient, pourtant, selon d'autres sources, souvent partagées. Organisations estudiantines et chefs de résidences manipuleraient parfois à l'unisson quand ils ne seraient pas impliqués dans les mêmes affaires. Pressions et magouilles dans lesquelles des personnes totalement étrangères viendraient fourrer leur nez pour prélever, entre autres, leur part du butin sont de plus en plus courantes.

Mais comment cela se traduit-il dans la réalité ? Prenons quelques exemples pour illustrer ce que nous venons de décrire. Les organisations estudiantines agréées sont au nombre de huit. L'UGEL, l'AREN, l'UNEA, l'UGA, l'ONGE, l'ONEA, le SNE et la LENA. Les huit bénéficient d'une subvention de la tutelle qui s'élève à un milliard et demi de centimes par an.

Cette subvention est répartie par le ministère entre les organisations agréées pour la gestion interne de leurs activités. Il existe, en outre, destiné à chaque établissement (université et résidence), un chapitre au niveau de la

nomenclature budgétaire. Il est consacré à la prise en charge des activités scientifiques, culturelles et sportives au profit de l'ensemble des étudiants et est de l'ordre de 800 DA par étudiant et par an. Comme les organisations en veulent plus, c'est cette subvention que certaines d'entre elles tentent d'accaparer à leur seul profit, nous révèle-t-on.

Certaines de ces organisations et d'autres, qui gravitent autour, seraient fortement implantées dans les œuvres universitaires sur lesquelles, selon la même tutelle, elles exerceraient leur chantage. Leurs différends tourneraient autour de la prise en charge d'activités organiques et culturelles. On programmerait des excursions en pleine période d'examens. On demanderait à se faire transporter, et des moutons en prime pour organiser des méchouis durant les promenades... Bref, on ne lésinerait pas sur la dépense du moment que c'est à l'ONOU de prendre en charge la totalité des frais. Aussitôt la demande formulée, l'épée de Damoclès resterait suspendue au-dessus de la tête du responsable auquel elle aura été adressée.

Si cette dernière n'était pas satisfaite, l'état-major se réunirait pour décider des représailles adéquates. Au menu : perturbation des cours puis grève qui pourrait se prolonger, les prétextes ne manquant pas. Cela irait jusqu'à la fermeture des établissements que l'on justifierait aisément par de mauvaises conditions de transport, d'hébergement, de restauration... Avec en prime dans la plate-forme de revendications la demande de renvoi du ou des directeurs récalcitrants.

Des directeurs qui, de leur côté, cèdent volontiers au chantage pour rester en place quand il n'y en a pas parmi eux qui monnaient leur maintien à leur poste en versant des sommes faramineuses. Pourquoi le font-ils ? Le poste est très lucratif. Le chef d'établissement dispose d'un budget non négligeable dans lequel il n'est pas interdit de puiser à condition de ne pas se faire prendre la main dans le sac. En fait pour que chacun y trouve son



Par Malika BOUSSOUF  
malikaboussouf@yahoo.fr

compte, le directeur était souvent imposé, nous affirme-t-on, par les responsables des organisations estudiantines avec lesquelles il entretenait des relations privilégiées. Si lesdites organisations apparaissent, décrites ainsi, comme une véritable mafia, qu'est-ce qui empêche la tutelle de mettre un terme à leurs agissements ? Que fait donc le ministère auquel on pourrait reprocher aussi d'entretenir le malaise et la confusion ?

Autre interrogation : la corruption est-elle seule responsable de la dégradation des universités ? Si des étudiants se plaignent régulièrement de leur mal-vie au sein des campus c'est que leur patience a atteint ses limites. La colère ne peut pas être seulement le fait d'une mauvaise restauration, de l'hébergement qui laisserait à désirer ou du transport qui se ferait dans d'insupportables conditions.

La colère cyclique relève certainement de causes plus profondes. Il faudrait peut-être les rechercher ailleurs.

M. B.

(\*) Une petite pensée chaleureuse à la famille Benchicou à laquelle nous pensons très fort. Courage Mohamed. Il y a des jours avec et des jours sans. Les prochains seront peut-être plus heureux. Nous te le souhaitons de tout cœur.

Malika Boussouf

## Vers la libération de Benchicou ?

La libération de Mohamed Benchicou, qui vit son huitième mois de détention à la prison d'El-Harrach, n'est pas à exclure.

Le sujet ferait l'objet de discussions dans l'entourage immédiat du président de la République et celui du chef du gouvernement. En dépit de l'espoir qu'elles suscitent chez la famille et les amis du journaliste incarcéré depuis le 14 juin dernier, ces "indiscrétions" ont été prises avec beaucoup de réserves par ceux qui suivent de très près l'affaire de Mohamed Benchicou.

Prudence choisie par tous ceux qui ont entendu dire que le président de la République ne serait pas opposé à ce que le directeur du journal *Le Matin*

recouvre la liberté, pour ne pas donner de faux espoirs à sa famille. Mais voilà que Belaid Abrika, qui était hier au tribunal de Sidi M'hamed pour assister aux procès pour diffamation du directeur du journal *Le Matin*, ne cache pas son sentiment. Pour le porte-parole des arouch la libération de Mohamed Benchicou est une question de temps.

Bien que rien de précis, de concret n'ait été dit ou fait en ce sens, les propos de Belaid Abrika confortent ce que l'on a déjà entendu au sujet de la remise en liberté de notre confrère. L'espoir est donc permis ! Pour rappel, l'éventuelle libération de Benchicou a déjà été évoquée par la figure de proue du mouvement citoyen

de Kabylie lors de la conférence de presse qu'il avait animée à l'issue de la rencontre de la délégation des arouch



avec le chef du gouvernement.

Rencontre dans le cadre du dialogue initiée par Ahmed Ouyahia qui, selon Belaid Abrika, a pris des engagements pour libérer les détenus des mouvements citoyens de Kabylie, des Aurès, de Ghardaïa, les étudiants de l'Institut des sciences politiques et de l'information et le directeur de la publication *Le Matin*. Geste que

salue dans un communiqué, rendu public hier le mouvement citoyen du Sud pour la justice. Son porte-parole, Hafnaoui Ben Ameur Ghoul, voit en la promesse du chef du gouvernement un pas vers la réconciliation et soutient la démarche du président en ce qui concerne l'amnistie générale. Pour rappel, ce journaliste, incarcéré pour diffamation à la prison de Djelfa le 24 mai 2004, a été libéré le 25 novembre dernier sur décision du premier magistrat du pays. En attendant la concrétisation des promesses faites par le gouvernement, Mohamed Benchicou vivra demain, jour de l'Aïd son 221<sup>e</sup> jour de détention. Une éternité pour lui et pour sa famille.

Saïda Azzouz